

La géographie, la ville et la guerre (2009)

Entretien avec Béatrice Tratnjek

<http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.co.at/p/la-ville-la-guerre-et-la-geographie.html>

Quelles sont les grandes problématiques de la géographie des villes en guerre ?

La principale question serait peut-être de se demander **comment la guerre modèle les territoires dans la ville**, comment elle recompose le fonctionnement structurel de la ville ainsi que les espaces de vie des habitants. **Les destructions matérielles sont des traces visibles**, fortement médiatisées, qui viennent immédiatement à l'esprit. Les paysages de décombres sont particulièrement saisissants par leur ampleur. Les villes attaquées lors de la Seconde Guerre mondiale marquent un tournant stratégique, mais aussi symbolique et psychologique. La seconde moitié du XX^e siècle confirme cette imagerie collective : la guerre est désormais associée à la ville et à ses décombres. Le vocabulaire employé marque également ce tournant dans les représentations de la guerre : on ne parle plus aujourd'hui de "champs de batailles" (si ce n'est dans les études historiques), mais de "théâtres d'opérations". Terme plus technique qui symbolise à la fois les changements technologiques et idéologiques de l'utilisation de la force armée, le théâtre d'opérations se révèle également plus flou quant à sa localisation géographique, englobant ainsi les actions militaires dans les villes, qui se font de plus en plus nombreuses. Les médias ont également un rôle indéniable dans la perception de la ville en guerre : les images télévisées et les photographies sont généralement focalisées sur les destructions "sensationnelles" des immeubles des centres-villes. Ainsi, le cas de la guerre dans la bande de Gaza a été particulièrement révélateur : les photographies et les images télévisées mettaient tout particulièrement en avant les combats et/ou les destructions à Gaza-ville. Les textes qui les accompagnent renforcent fortement cette imagerie. La focalisation sur un phénomène et sur des lieux "formatent" la conception du monde urbain : les centres de la ville sont mis en avant pour leur aspect "sensationnel", ce qui implique des modifications des représentations des menaces de la ville à la fois pour les habitants de la ville (à l'intérieur même de la ville) et pour l'opinion publique internationale (à l'extérieur de la ville). Mais doit-on limiter le regard géographique aux impacts visibles ?

La question des destructions dans la ville en guerre peut également se penser au prisme du monde "invisible". La recomposition socioculturelle de la ville est un impact indirect de la guerre, mais lourd de sens et de défis : équilibres démographiques, organisation structurelle et fonctionnelle de la ville, territoires de la souveraineté nationale et de sa remise en cause, modifications des pratiques spatiales, enclavement subi/enclavement choisi, relations intercommunautaires, identité urbaine en recomposition, territoires de la violence, territoires de la délinquance... sont autant de modifications territoriales, qu'il s'agit d'interroger non seulement dans le temps de la guerre, mais également au regard de la durabilité de ces phénomènes par-delà la guerre. La violence des combats n'affecte pas seulement le bâti, elle transforme également l'organisation sociale, culturelle, politique, économique, fonctionnelle de la ville. Alors que les villes d'avant-guerre répondent à des modèles de structuration et de fonctionnalité différenciés, la guerre amène des processus communs de dérégulation et de recompositions urbaines. **La territorialisation de la ville par la violence entraîne une analyse multiscalaire**, dans laquelle il est important non seulement de penser la ville comme un ensemble cohérent mis à mal, mais également de mettre en exergue la recomposition de modes de vies à l'intérieur des quartiers (entendus non au sens d'un découpage juridique, mais au sens des espaces de vie). La violence extrême de la guerre pousse-t-elle à la fragmentation de la ville en multiples micro-territoires qui se recomposent en tant qu'unités indépendantes les unes des autres ? Assiste-t-on à la destruction d'une identité urbaine commune et du "vivre en ville" au profit de la construction de multiples urbanités différenciées ? Le rôle des acteurs urbains est, lui aussi, profondément modifié avec d'une part l'émergence d'acteurs informels qui contrôlent des territoires urbains et luttent pour maintenir leur assise territoriale, et d'autre part des acteurs légaux et

"légitimes" dont les stratégies territoriales relèvent d'une perte de souveraineté par les autorités officielles et d'un règne de la "débrouille" pour les populations. Des fragmentations urbaines se mettent alors en place, et réorganisent la ville selon des logiques de distanciation, une géographie de la peur et des stratégies de protection.

On ne peut limiter l'analyse de l'efficacité géographique de la guerre à la seule question des destructions matérielles, et l'étude des défis de l'immédiat après-guerre à la seule problématique de la reconstruction du bâti. **Le temps de la guerre marque des reconfigurations par l'émergence de nouveaux acteurs, de nouvelles territorialités, de nouvelles pratiques spatiales, revendications territoriales. La première démarche consiste en l'analyse des formes de cette efficacité géographique de la guerre sur la ville (visibles / invisibles, temporaires / durables, structurelles / conjoncturelles...).**

L'analyse de la ville en guerre fait donc appel à de très nombreux domaines de la géographie humaine.

- **L'approche par la géographie politique/géopolitique**, bien entendu, permet d'analyser le **rôle des acteurs syntagmatiques** (c'est-à-dire ceux qui ont un programme) très diversifiés tant dans les moyens utilisés que dans leurs intentionnalités : les acteurs en guerre (les groupes armés qui s'affrontent), les acteurs de la paix (telle la présence d'une force militaire d'interposition et de rétablissement de la paix), les acteurs déstabilisateurs (tels que les réseaux criminels qui oeuvrent à maintenir le chaos dans la ville, afin d'asseoir leurs trafics et leur contrôle territorial). **La population est également un acteur fondamental**, en fonction de ces soutiens à tel ou tel belligérant, mais également en fonction des représentations de la menace, qui provoquent, par exemple, des déplacements dans la ville (entre-soi communautaire, pour se fixer sous la protection d'une milice). En cela, la question de la ville en guerre interroge également la géographie culturelle et la géographie des représentations : comment les peurs dans la ville en guerre, mais aussi dans la ville de l'immédiat après-guerre modèlent-elles les espaces de vie, les pratiques spatiales et les déplacements de population ? Le poids des peurs dépasse d'ailleurs largement le cas des villes en guerre, pour s'intégrer dans les recompositions en cours des territorialités de toutes les grandes villes du monde (avec, par exemple, l'émergence de quartiers résidentiels privés, qui constituent des enclaves, avec privatisation de l'espace public, dont les promoteurs immobiliers vantent les mérites en termes de tranquillité et de sécurité).

- **La géographie sociale est aussi un angle d'approche fondamental, comme le montre l'exemple de la ville de Beyrouth** : si les médias ont souvent abordé la question de la Ligne verte (séparant les quartiers majoritairement chrétiens à l'Est et musulmans à l'Ouest de l'agglomération) comme permanence d'une **fragmentation** issue de la guerre, de la peur et du rejet de "l'Autre", la question de l'accentuation de plus en plus accrue de la ligne de fractures entre un Nord aisé et un Sud qui se paupérise de plus en plus est moins souvent abordée. Pourtant, cette **ségrégation** constitue un enjeu particulièrement prégnant dans la réconciliation de la ville à long terme, notamment autour de la question de la reconstruction qui a laissé apparaître une géographie de l'inégalité, le Nord (centre-ville) ayant bénéficié d'un programme privé de reconstruction (Solidere), tandis que les stigmates de la guerre dans la banlieue sud sont toujours visibles, et accentuent la radicalisation des populations pauvres qui y vivent (le Hezbollah joue d'ailleurs de cet argument pour affirmer son emprise territoriale dans le Sud de l'agglomération). **La question de l'aménagement de la ville de l'après-guerre ne peut se faire qu'au prisme de ces "cicatrices" qui s'ancrent dans les territoires du quotidien.**

- Bien évidemment, **la géographie urbaine** est une approche fondamentale, et je soulignerais là l'ouvrage *Vies Citadines* (sous la direction d'Elisabeth Dorier-Apprill et de Philippe Gervais-Lambony, Belin, Paris, 2007) qui questionne les pratiques spatiales et les espaces de vie, par-delà les spécificités locales, pour montrer ce que veut dire le **"vivre en ville"**.

Vous avez choisi une approche comparatiste de ce phénomène, distingue-t-on des invariants dans la façon de mener la guerre en ville, de reconstruire la paix et la ville après les combats ?

Certaines villes en guerre et villes dans l'après-guerre ont été étudiées avec précision par les géographes, qui ont démontré l'impact de la guerre comme agent de reconfigurations territoriales : bien évidemment, la ville de Beyrouth, qui a fait l'objet de nombreux travaux (ceux du géographe **Eric Verdeil**, notamment dans sa thèse «**Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction**» qui analyse la reconstruction suite aux multiples guerres de 1975 à 1990 ; les travaux de sociologie de Nabil Beyhum et sa thèse **Espaces éclatés, espaces dominés : étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth de 1975 à 1990** ; et les travaux du géographe **Michael F. Davie**, notamment son article "**Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth 1975-1990**"). D'autres villes en guerre ont également été analysées, avec une diversité d'auteurs et d'angles d'approche moins grande : notamment **Kampala (Bertrand Calas)**, **Brazzaville (Elisabeth Dorier-Apprill)** ou plus récemment **Belfast (Florine Balliff)**. La découverte de ses travaux a été fondamentale, mais l'approche comparatiste me paraissait nécessaire pour tenter de déterminer s'il existait, dans toutes ses villes, des "invariants", par-delà les spécificités locales. Au terme de ses années de recherches empiriques et conceptuelles, l'hypothèse de départ sur l'existence de reconfigurations communes dans le paysage socioculturel des villes affectées par les guerres, m'a permis de déterminer des "modèles" (avec toutes les limites que les modèles peuvent poser).

Tout d'abord, il existe deux types de villes affectées par les guerres : les villes-cibles (dans lesquelles se déroulent les guerres à proprement dites, qui sont l'objet de combats urbains et de revendications territoriales fortes) **et les villes-refuges** (éloignées des combats, elles accueillent un flux massif de déplacés/réfugiés, qui menace les équilibres - souvent précaires - du fonctionnement de la ville : paupérisation de certains quartiers, arrivée de populations avec des modes de vie différents, problème d'un marché du travail qui ne peut accueillir un tel afflux de populations...). Force est de constater que **la frontière entre ces deux "types" de villes est très mince**, à la fois **dans le temps** (la ville de Kaboul, par exemple, était une ville-refuge pendant la guerre d'occupation menée par l'armée soviétique entre 1979 et 1989, elle a vu sa population multipliée par plus de deux ; mais au lendemain de cette guerre, elle est devenue le principal foyer d'affrontement des vainqueurs de la veille qui s'affrontaient pour en prendre le contrôle et ainsi prendre le pouvoir sur l'ensemble de l'Afghanistan, dans les années 1990 ; elle a d'ailleurs gardé ce statut de ville-cible dans la guerre dite "contre le terrorisme" menée par une coalition sous l'égide de l'OTAN depuis 2003) **et dans l'espace** (certains quartiers d'une ville peuvent servir de refuge à une population, alors que d'autres sont en proie à de violents combats urbains, comme l'a montré l'exemple de Beyrouth, qui était à la fois ville-cible - dans la guerre civile comme dans les guerres dites "étrangères" - et ville-refuge pour des déplacés du Sud-Liban). **Dans tous les cas, les villes sont toujours des symboles très forts**, et les enjeux de la pacification (qui prend en compte la question de la reconstruction du bâtiment, mais également la restauration d'autorités légitimes, d'une économie saine, et de l'entente entre les populations) doivent être entendus au prisme de ces symboles. **Le cas du pont de Mitrovica** (Kosovo), reconstruit pour être remplacé par un pont grandiose, illuminé de lumières bleues à toutes heures, est un exemple de cette non-compréhension des symboles dans l'immédiat après-guerre : le pont voulu comme un symbole de la réconciliation des populations serbe et albanaise (les négociations diplomatiques oublient souvent le cas des petites minorités) n'a pas été approprié comme tel par les habitants de Mitrovica, et est devenu un haut-lieu de la division, sur lequel on s'affronte les jours de violences intercommunautaires, et qui est ignoré des pratiques spatiales quotidiennes. L'un des points principaux relève de cette apparition ou de l'accentuation de lignes de fracture qui séparent les communautés : la destruction des murs et des barricades qui séparaient les territoires des milices dans la guerre ne suffit pas à faire disparaître l'enfermement (de même que le mur ne suffit pas à lui seul à créer l'enfermement). L'émergence de

lignes de front séparant les territoires défendus par au moins deux belligérants dans la guerre marque de profondes césures, qui deviennent de véritables frontières vécues. L'entre-soi communautaire (que la communauté se définisse selon des critères identitaires tels que la langue, l'ethnie ou la religion, mais aussi idéologiques, politiques, et sociaux) s'inscrit durablement dans la ville, provoquant ainsi de fortes ségrégations, voire des fragmentations, qui remettent en cause l'unicité et l'identité de la ville comme espace de rencontre et d'échanges. La ville de l'après-guerre est marquée par cette "géographie de la distanciation" (entendue au sens d'une mise à distance volontaire).

Les discontinuités s'appuient sur des filtres de représentations qui transforment l'espace réel en espace perçu. L'efficacité géographique des actions des belligérants repose, en grande partie, sur leurs impacts sur les perceptions des habitants. Si l'on admet que l'on aboutit à une ville fragmentée en divers quartiers-territoires dans lesquels s'organisent des micro-sociétés ségréguées, ce schéma d'organisation spatiale s'ancre dans l'urbanité. En cela, l'appréhension des représentations des habitants sur leur ville permet de mettre en exergue le passage des menaces perçues à la territorialisation de ces peurs. Il existe ainsi des "degrés" dans l'établissement des logiques sociospatiales d'enfermement, qui s'affirment de plus en plus à mesure que la guerre se prolonge : les logiques de mise à distance se transforment en réelles peurs, voire en haine contre "l'Autre". **La territorialisation par la violence dans la ville se traduit ainsi par l'émergence de "quartiers-territoires", c'est-à-dire d'espaces vécus appropriés par une communauté,** et le plus souvent défendu par une milice. Ces logiques se poursuivent dans l'après-guerre, et c'est là un des principaux enjeux de la pacification. A noter également que les peurs sur la ville dépassent la ville en guerre elle-même. La (sur)médiatisation des villes pendant les guerres a de forts impacts sur les représentations de la ville pour les citoyens du monde entier (tout du moins ceux qui ont accès à l'information médiatique). En effet, les images de la ville en guerre mettent en scène non seulement l'événement, mais également le "chaos urbain" tant redouté. Il n'y a qu'à voir le succès des jeux vidéos de guerre urbaine, des films de science fiction de type "réaliste" sur un futur où la ville détruirait l'humanité, ou dans les bandes dessinées... **Les travaux du géographe Michel Lussault sur la "ville vulnérable" mettent en exergue ce lien entre la guerre urbaine loin de nous et nos propres représentations.** Il est évident que l'homme a toujours connu une certaine peur de la ville, lieu de concentration de la population, où l'on pouvait croiser des classes dites "dangereuses". Néanmoins, l'homme "bon" connaissait les territoires dans la ville, et tâchait de ne pas entrer dans les territoires de la débauche, qui étaient parfaitement identifiés dans la ville. Aujourd'hui, des belligérants s'en prennent à la ville dans sa totalité, non seulement pour un avantage militaire et stratégique, mais également (voire surtout) pour l'identité de la ville comme espace de rencontre et d'échange : c'est ce qu'on nomme "urbicide", cette haine de tout ce qui fait de la ville un haut-lieu multiculturel qui "pousse" à sa destruction.

Tbilissi, Gaza, ces deux villes furent le théâtre d'affrontements dans les six derniers mois. Que sait-on de la situation de ces villes à ce jour ?

Je ne suis pas spécialiste de ces deux villes. Il faut noter que les deux villes ont connu des processus de guerre dans lesquels on retrouve des points communs, notamment celui de se dérouler dans les villes principales de régions dites "contestataires", c'est-à-dire dans des territoires qui contestent la légitimité de la souveraineté d'un Etat (russe pour Tbilissi et israélien pour Gaza-ville). Néanmoins, l'une des différences fondamentales vient de la situation politique des ces deux territoires : Gaza-ville appartient totalement au territoire israélien (l'autorité palestinienne n'est pas un acteur reconnu et la volonté de séparatisme des Territoires palestiniens n'a pas, pour l'instant en tout cas, donné lieu à une légitimation de la part de la communauté internationale : selon le droit international, les Territoires palestiniens font partie intégrante de l'Etat israélien), Tsahal est donc intervenue dans son propre territoire. Par contre, l'intervention russe en Géorgie pose la question d'une guerre inter-étatique, puisqu'il s'agit là d'une intervention militaire dans un autre Etat souverain.

Pour Gaza-ville, il faut d'abord préciser la situation d'avant-guerre : la bande de Gaza est le territoire le plus pauvre de tous les Territoires palestiniens (on estime à plus de 50 % le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans la bande de Gaza, contre moins de 20 % en Cisjordanie). Si les médias ont axé sur la question du coût de la reconstruction de la guerre menée par Tsahal (l'armée israélienne) en décembre 2008 et janvier 2009, la question était fortement préoccupante, et ce avant cette guerre ! Gaza-ville est peuplée d'environ 515.000 habitants (soit 36 % de la population de la bande de Gaza, dont elle est la principale agglomération). Tout le territoire vit un enfermement total : séparé des autres Territoires palestiniens (le géographe Jacques Levy, dans son article "Topologie furtive", a d'ailleurs bien montré combien il s'agissait là d'une stratégie visant à empêcher la constitution d'un Etat palestinien, en empêchant la continuité territoriale), la bande de Gaza survit grâce aux fameux tunnels d'approvisionnement, dont la destruction était un objectif affiché pendant l'opération "Plomb durci" cet hiver (décembre 2008-janvier 2009) et même bien après le cessez-le-feu (bombardements aériens en février 2009). Les tunnels étaient ainsi visés par Tsahal comme des moyens d'approvisionnement en armes. Mais les tunnels permettaient également l'approvisionnement de la populations en nourriture, en médicaments... La population de la minuscule bande de Gaza, du fait de son enclavement le plus total et de sa marginalisation sociale, culturelle et économique dans la société israélienne, n'a que peu de moyens de survivre. La guerre n'a pas provoqué cet état de fait, elle en a accentué les conséquences. Si l'on a beaucoup parlé du coût de la REconstruction dans les médias occidentaux après la fin de cette guerre, c'était en grande partie oublier la situation de l'avant-guerre : certes, l'opération "Plomb durci" a détruit des infrastructures dans la ville de Gaza (l'objectif de Tsahal était de cibler les infrastructures et l'appareil militaire du Hamas, le groupe armé palestinien qui s'est imposé dans la bande de Gaza comme le leader pour ce territoire, face à son opposant le Fatah : en fonction des acteurs, la ville de Gaza - comme toute ville en guerre - était un espace vécu et perçu différencié : une ville-cible dans laquelle détruire un ennemi pour Israël, une ville à défendre de menaces extérieures (Tsahal) et intérieures (le Fatah) pour le Hamas, et une ville dans laquelle il fallait -et il faut encore aujourd'hui - survivre pour la population). Pour comprendre les enjeux de l'après-guerre et les défis pour parvenir à une pacification durable dans la ville, il est nécessaire de comprendre les objectifs, les discours et les manières de vivre des différents acteurs.

Pour Tbilissi, il est nécessaire de rappeler le contexte dans lequel nous disposons d'informations : pendant la guerre de l'été 2008 (voir, à ce propos, l'article du géographe Julien Thorez : "Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles", Echogéo, Rubrique Sur le Vif 2009, 13 février 2009) a été l'objet d'une guerre d'informations très efficace, menée par la Russie. Ainsi, les images et les informations qui nous parvenaient pendant les premiers jours de cette guerre via les médias occidentaux, n'étaient en réalité le fait que d'une seule et même source : les médias russes. En effet, en plus d'avoir empêché l'arrivée de journalistes en Géorgie pendant les premiers temps (et peu de journalistes "extérieurs" étaient alors présents en Géorgie, les médias ne disposant plus maintenant de correspondants dans toutes les zones du monde), la Russie a bloqué l'ensemble d'Internet en Géorgie : pas d'information qui entrait en Géorgie, pas d'information (témoignages, prises de paroles des politiques...) qui en sortait non plus. Cela interroge d'ailleurs ce qui a été judicieusement présenté au dernier FIG (Festival International de Géographie 2009) lors d'une table ronde intitulée "Les nouveaux territoires de la guerre" : la guerre en ville ne se déroule pas seulement dans la ville, mais également autour de cette construction discursive via les médias. Les destructions sont un avantage/désavantage militaire pour tel ou tel belligérant, mais également un moyen psychologique pour oeuvrer au moral des populations civiles comme soutien de tel ou tel belligérant, ainsi qu'un discours psychologique qui "sort" de la ville, en direction d'éventuels alliés militaires, soutiens politiques, aides humanitaires... Ces jours-ci ont été marqués par un renouveau de l'actualité dans la ville de Tbilissi (dont on faisait peu de cas depuis cet été dans l'actualité médiatique) avec des manifestations depuis le 9 avril 2009. Les manifestants bloquent la principale artère de la ville et réclament la démission du Président actuel Mikheil Saakachvili. Pour l'opposition, la guerre du mois d'août 2008 avec la Russie, la défaite militaire et ses conséquences sont un des critères de

mécontentement (notamment parce que le gouvernement russe a reconnu l'indépendance de deux régions séparatistes géorgiennes, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, qui trouvent ainsi un appui diplomatique, militaire et économique dans leurs revendications, ce qui remet d'autant plus en cause l'intégrité du gouvernement géorgien sur l'ensemble de son territoire, avec des véhémences de plus en plus marquées dans les régions séparatistes), ainsi que la pauvreté (tout particulièrement dans les villes) et l'absence de médias neutres ou libres. Ainsi, si la ville de Tbilissi n'a pas été directement affectée par cette guerre, mais elle a été le lieu des enjeux de pouvoir, et elle a conservé ce rôle : lieu du pouvoir du Président géorgien Saakachvili pour qui reprendre le contrôle des régions séparatistes était une priorité, lieu de pouvoir contesté par des acteurs intérieurs (les régions séparatistes, mais aussi l'opposition au gouvernement) et extérieurs (en tout premier lieu la Russie). Les manifestations de ces derniers jours entrent parfaitement dans le contexte de l'affaiblissement du pouvoir du Président Saakachvili, et montrent combien la ville, en tant que géosymbole du pouvoir, est un lieu de toutes les manifestations, de toutes les revendications, de toutes les contestations.

Dans les deux cas, la dégradation de la situation sociale et économique de populations déjà pauvres est un facteur de déstabilisation durable. Les guerres - dans le sens juridique, selon la définition du droit international des conflits armés - sont officiellement terminées. Mais les villes en subissent de profonds stigmates, comme le montrent les rares reportages montrant la situation de pauvreté à Gaza-ville, ou la récente montée de manifestations à Tbilissi. Pour détourner quelque peu la célèbre phrase du stratège Clausewitz, on pourrait dire que la politique dans l'après-guerre est le prolongement de la guerre par d'autres moyens. Les enjeux de la (re)construction (qui s'apparente parfois plus à une construction, et met toujours en place une géographie de l'inégalité entre quartiers qui bénéficient de cet effort, et quartiers qui n'en bénéficient pas ; voire entre villes, souvent en lien avec la présence des médias qui attirent le regard et le focalisent sur certaines régions/villes/quartiers délaissant de nombreux territoires) sont avant tout politiques : bien que la survie des populations dans l'immédiat après-guerre soit une priorité humaine, les différents acteurs politiques (officiels ou officieux) utilisent avant tout l'effort de reconstruction comme un message politique à la fois vis-à-vis de la population locale (pour obtenir un soutien) et de l'opinion publique internationale (via les médias, pour obtenir le soutien de la communauté internationale). Dans l'après-guerre, le travail des ONG et de la communauté internationale pour aider à la survie des populations est compliqué par de multiples facteurs : insécurité grandissante pour ces acteurs de l'humanitaire (d'autant plus dans des villes où l'après-guerre s'enlise), manque de moyens financiers (d'autant plus marqué à mesure que les médias se désintéressent de situations qui ne sont plus "sensationnelles" : les ONG fonctionnent avec des donations, et dans ce cas l'absence de couverture médiatique sur la situation de l'immédiat après-guerre les privent d'une visibilité et d'une sensibilisation pour leurs actions)... Les défis de l'après-guerre entre les belligérants de la veille sont ancrés dans les dynamiques urbaines dans le long terme, notamment dans leur lutte pour obtenir le soutien de la population.

La géographie scolaire n'aborde pas spécifiquement la géographie des villes en guerre mais utilise parfois des exemples (ex-yougoslavie) pour des études de cas. Selon vous, quelle ville (et avec quels documents) se prêterait le mieux à un travail au collège et au lycée pour comprendre les caractéristiques particulières de la guerre en ville ?

La question des documents (et tout particulièrement de leur accessibilité) me paraît très importante. Toutes les villes affectées de manière directe (Kaboul, Bagdad, Mogadiscio...) ou indirecte (des villes-refuges comme Abéché, Khartoum, Kaboul dans les années 1980...) par la guerre peut permettre des études de cas sur différents aspects du programme, mais les documents ne sont pas toujours accessibles ou même disponibles ! La ville de Sarajevo me semble se prêter assez bien aux différents programmes (que ce soit en 4ème ou en 1ère dans le cadre d'une étude sur l'Europe, avec la question de l'intégration future des pays balkaniques dans l'Union européenne, ou en 3ème avec les questions sur la géopolitique du monde, mais aussi en 2nde avec la question des frontières

juridiques/vécues/contestées...). Deux avantages : d'une part, le recul vis-à-vis de la situation ; d'autre part, la disponibilité et la quantité des documents utilisables. A titre d'exemples :

•**témoignages** : le recueil de témoignages écrit par la petite fille de Tito est particulièrement remarquable (Sveltana BROZ, Des gens de bien au temps du mal. Témoignages sur le conflit bosniaque (1992-1995), Editions Lavauzelle, 2005), ou le témoignage du Général Divjak, "héros" de Sarajevo (militaire serbe en poste à Sarajevo depuis des années, qui a choisi de rester défendre cette ville, qu'il considérait comme sa ville, et son vivre ensemble qu'il affectionnait tant : Jovan DIVJAK, Sarajevo, mon amour, Editions Buchet Chastel, 2004), mais on peut également trouver d'autres formes de témoignage (par exemple, les très nombreuses bandes dessinées sur la guerre de Bosnie-Herzégovine, comme celles de Joe Sacco).

•**un ouvrage pour enfant/adolescent** : Pascal REGINE, Sarajevo. 125 questions sur une ville assiégée (Editions L'Harmattan, collection Jeunesse, 1995).

•et pour le professeur, un ouvrage qui me paraît particulièrement éclairant d'une situation parfois complexe : **Xavier BOUGAREL, *Bosnie. Anatomie d'un conflit* (Editions La Découverte, 1996).**

Il semble aussi important de rappeler que la guerre n'est pas forcément "loin" de chez nous, qu'elle n'est pas forcément le fait du seul continent africain, et les cas de villes européennes telles que Sarajevo, Mitrovica, Nicosie ou Belfast permettent cette approche de la paix non comme un acquis dans nos sociétés, mais comme une construction qu'il faut toujours défendre. La ville de Sarajevo permet aussi de faire le lien avec les questions d'éducation civique, notamment celles autour de la défense (du rôle des militaires français dans les opérations extérieures, du déroulement concret d'une opération militaire...) ou du rôle des organisations internationales dans la construction de la paix dans le monde (rôle de l'ONU et de l'OTAN, mais aussi aujourd'hui de l'Union européenne qui a remplacé ces organisations et mène une opération de maintien de la paix en son nom).

L'étude de la ville en guerre peut permettre également d'aborder des autres processus tels que la **question des enfants-soldats dans la guerre** (et de leur sort après la guerre), la question de la reconstruction (risques sanitaires, question d'approvisionnement en eau dans une ville où les infrastructures sont détruites, problème du manque de nourriture, de médicaments, de médecins, de l'éducation...). La question des enfants dans la guerre (les enfants-soldats, mais pas seulement : les orphelins - et là le témoignage de Jovan Divjak est particulièrement éloquent, puisqu'il a monté dans la ville de Sarajevo une association pour accueillir et offrir une éducation correcte aux jeunes orphelins de la ville - et aussi les enfants qui ont toujours leurs parents, mais plus leurs maisons, ou des maladies, ou plus accès à l'école...) peut permettre de faire comprendre aux élèves combien les enjeux de l'après-guerre ne se limitent pas seulement à la question de la reconstruction du bâti, mais bien avant tout aux questions de reconstruction économique et de reconstruction des liens sociaux. Les transformations du paysage socioculturel dans la ville de Sarajevo (avant/pendant/après la guerre) offre, à ce titre, un exemple accessible dès le collège, mais qui peut permettre de mettre en place des grilles de lecture pour la compréhension du monde (et de déconstruire certaines idées reçues telles que "la guerre, c'est seulement en Afrique", "la guerre, c'est loin de chez nous", "l'ex-Yougoslavie c'est une guerre de religions"... pour ne citer que celles que j'ai entendues !).